

EMPLOI DÉCENT

[droit fondamental]

**ACCÉLÉRATEUR
DE STABILITÉ,
DE SÉCURITÉ,
ET DE DIGNITÉ.**

#RefuserLaMisère



**JOURNÉE MONDIALE
DU REFUS DE LA MISÈRE**



La dignité en action : rendons possible le travail décent pour toutes et tous.

DOSSIER DE PRESSE

La dignité en action : rendons possible le travail décent pour toutes et tous.

Alors que le gouvernement vante la baisse du chômage et son objectif de plein emploi avec le tout nouveau « France Travail », prétexte à la stigmatisation croissante des personnes privées d'emploi, cette Journée mondiale du Refus de la Misère entend rappeler que derrière les chiffres affichés et les effets d'annonce, se cache une autre réalité : **en France, comme dans le reste du monde, l'emploi ne protège plus de la pauvreté et de l'exclusion.**

En France, près de 8 millions de personnes, soit un quart des actifs, sont ainsi fragilisés face à l'emploi, selon l'Observatoire des inégalités. Cette France du mal-emploi a un visage : celui des 2 millions de chômeurs privés d'emploi, des 4 millions de travailleurs précaires et des 2 millions de personnes qui souhaiteraient travailler mais qui, découragées, ne recherchent plus activement un travail et ne sont donc plus comptabilisées dans les statistiques du chômage.

Autant de personnes qui aspirent à un emploi décent : **un travail digne, convenablement rémunéré, qui s'exerce dans de bonnes conditions de sécurité, procure un minimum de protection sociale pour le travailleur et sa famille et permet d'entrevoir un avenir meilleur.**

Face à 40 ans de politiques publiques inefficaces pour endiguer le chômage de longue durée et la précarisation du travail, il est nécessaire d'inventer ensemble de nouvelles manières de créer des emplois, au plus près des territoires, des personnes et de la planète. **Les projets menés par les organisations rassemblées au sein du Collectif Refuser la Misère montrent que des pistes existent pour garantir un emploi décent à toute personne qui souhaite travailler, quel que soit son parcours de vie.**

Lors de cette Journée mondiale du Refus de la Misère, nos associations et organisations veulent faire entendre la voix des personnes les plus exclues et donner à voir les actions qu'elles mènent quotidiennement pour que leur dignité soit reconnue et respectée. Elles invitent tous les citoyens qui le souhaitent à les rejoindre lors de cette journée de mobilisation.





La Journée mondiale du Refus de la Misère

La Journée mondiale du Refus de la Misère est célébrée chaque 17 octobre. Née de l'initiative de Joseph Wresinski et de plusieurs milliers de personnes de tous milieux qui se sont rassemblées sur le Parvis des Droits de l'Homme à Paris en 1987, cette journée est officiellement reconnue par les Nations Unies depuis 1992.

La Journée mondiale du Refus de la Misère donne la parole aux personnes directement concernées par la pauvreté sur les conditions indignes qu'elles vivent, sur leurs résistances quotidiennes et leurs aspirations. Cette journée est également l'occasion de rappeler que **la misère est une violation des droits humains et qu'elle n'est pas une fatalité.**

Le Collectif Refuser la Misère

82-4000 Solidaires • Action catholique des enfants • AFEV • AGSAS • Amnesty international • APEL • APF France handicap • Apprentis d'Auteuil • ATD Quart Monde • BICE • Bleu blanc zèbre • CCFD Terre solidaire • CCSC Vaincre le chômage • CFDT • CGT • Chrétiens unis pour la terre • La Cimade • La Cloche • CMR • CNAPE • Collectif des Morts de la rue • Eglise verte • Emmaüs France • Enseignement catholique • Entourage • Fédération des acteurs de la solidarité • FIDL • Francas • France Terre d'Asile • FSU • Greenpeace • Habitat et Humanisme • ICEM • JOC • Lazare • Ligue des droits de l'Homme • MAN • Oxfam France • Pacte civique • Les Petits frères des pauvres • Secours catholique - Caritas France • SE-UNSA • SGEN-CFDT • SNES-FSU • SNUIPP-FSU • SOS Racisme • Tous bénévoles • Territoires zéro chômeur de longue durée • UNAF • UNAPP • Uniopss • Unsa • Utopia 56 • Vacances et familles • Youth for climate • Zebrook •

Une mobilisation nationale

PARTOUT EN FRANCE

Des évènements sont organisés dans le cadre de la Journée mondiale du Refus de la Misère !



LILLE

Samedi 14 octobre toute la journée

A 11h, inauguration de la rue Geneviève de Gaulle-Anthonioz en présence de la Maire et de la présidente d'ATD Quart Monde, suivi de la présentation de l'exposition « Geneviève De Gaulle » à l'Hôtel de ville. Après-midi consacrée à une Université populaire Quart Monde sur le thème « Résister », à l'Hôtel de ville.



CAEN

Mardi 17 octobre

Université de Caen - Normandie, campus 1 Amphi Armand Frémont. bâtiment A 1er étage.

Interventions théâtralisées et prises de parole collectives autour de l'emploi décent suivies de la présentation de l'Atlas social de Caen par des enseignants de l'Université.



LIMOGES

Mardi 17 octobre à partir de 19h

Espace Simone Veil, 2 rue de la Providence

Accueil autour de l'exposition « En finir sur les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté », suivi d'une conférence gesticulée (16h30) et d'une table ronde « Repenser l'emploi avec Territoires zéro chômeurs de longue durée » (18h30) et du spectacle « Ecoutez!... les pauvres... » par les participants à l'atelier théâtre, du groupe ATD Quart Monde de Limoges (20h30).



CLERMONT-FERRAND

Samedi 14 octobre de 14h30 à 23h

Maison de quartier, 28 rue des Vergnes

Théâtre-forum et ciné-débat sur le travail décent, jeux coopératifs, soirée musicale et dansante sur les musiques du monde et buffet dinatoire.

Mardi 17 octobre de 15h30 à 19h

Les Volcans, 80 boulevard François Mitterrand

Tables rondes autour de Territoires zéro chômeur de longue durée.



VILLEURBANNE

Mardi 17 octobre de 14h à 19h

CCVA, 234 Cour Emile Zola

Table ronde et ateliers participatifs sur le travail décent, témoignages autour de Territoires zéro chômeur de longue durée, chorale et animations.



BAYONNE

Mardi 17 octobre à partir de 10h

De la place de la Mairie à la salle Lauga, 25 avenue Paul Pras

Marche du refus de la misère suivie de prises de parole de personnes en situation de pauvreté, de représentations théâtrales et sketches à l'arrivée.

CONSULTEZ LA CARTE DE TOUS LES ÉVÈNEMENTS



À PARIS

SAMEDI 14 OCTOBRE

TABLES RONDES

Bourse du travail (salle Hénaff) - 29 boulevard du Temple, 75003

14h-15h30

L'emploi protège-t-il encore de la pauvreté ? L'enjeu de développer l'emploi décent dans notre société.

animée par **Eugénie Barbezat**, journaliste à l'Humanité



Thomas Coutrot

Économiste et statisticien



Vone Lancelot

Militante Quart Monde



Anne-Marie de Pasquale

Députée nationale d'ATD Quart Monde



Johan Renaud

Chef d'entreprise

16h-17h30

Ce que l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée nous apprend sur l'emploi décent.

animée par **Eugénie Barbezat**, journaliste à l'Humanité



Pierrette Dô

Salariée d'une Entreprise à But d'Emploi, membre du CA de TZCLD



Sylvie Lewden

Directrice d'une Entreprise à But d'Emploi - TZCLD



Xavier Olivera

Salarié d'une Entreprise à But d'Emploi - TZCLD



Michel de Virville

Vice-président de TZCLD

MARDI 17 OCTOBRE

TEMPS OFFICIEL

Parvis du Trocadéro

17h30-18h30

Prises de parole de personnes en situation de pauvreté ainsi que de représentants des organisations du Collectif Refuser la Misère, d'élus et personnalités.

Pistes de reportages

→ **Après la privation d'emploi et le travail précaire : une fierté retrouvée grâce à l'emploi décent**

CE QU'ILS EN DISENT

Lettre ouverte aux amis du chômage

Vous ne nous avez jamais vus, et c'est bien normal.

Nous n'étions pas au club de sport, nous n'étions pas au théâtre ni dans les magasins.

Nous n'étions pas au restaurant, ni au café.

Vous ne nous avez jamais croisés en vacances.

Dans la rue, nous étions invisibles, sans style, sans éclat.

Mais vous nous connaissiez par nos noms de code : RSA, AAH, ASS, APL, et d'autres encore.

Des codes et des chiffres.

Nous étions des survivants. Ou des sous-vivants. Passés maîtres dans l'art du peu, du rien.

Sans projets, sans rêves, cabossés.

Et puis nous nous sommes rassemblés, unis, nous avons appris à nous connaître, à nous apprécier, à nous soutenir.

Nous avons recommencé à espérer, à nous battre, à y croire. A croire en nous-mêmes aussi.

Nous avons changé, nos regards ont changé, nous nous sommes mis à sourire.

Si disparates, et surpris de découvrir la force, le talent et l'imagination du groupe.

Et le pouvoir de nos espoirs communs, de notre détermination, de notre fierté retrouvée.

Nous ne voulons pas retourner au néant. Nous demandons à ceux qui en ont le pouvoir de ne pas nous renvoyer à cette existence sans espoir, sans perspective. Morne et désespérante. Nous ne le pourrions plus. [...]

Si toutes nos vies ne tenaient qu'à une signature, maintenant que vous nous connaissez un peu mieux vous ne voudriez pas nous renvoyer à la misère de notre condition d'assistés. Nous en sommes convaincus.

Catherine, privée d'emploi engagée dans la démarche Territoires zéro chômeur à la Flèche.

PORTRAITS

Laurence a longtemps travaillé pour une structure d'insertion par l'activité économique à Redon, faisant le ménage, surtout chez des particuliers. Alors en temps très partiel, elle traverse des périodes financièrement compliquées, auxquelles vont se cumuler des soucis personnels. Depuis quelques années, elle a trouvé un CDI dans une entreprise locale de service à la personne où elle a retrouvé confiance en elle, car elle s'y sent respectée et écoutée. A temps partiel, sa situation financière s'est également améliorée, même si cela reste compliqué.

Laurence Langlais, salariée.

→ Territoires zéro chômeur de longue durée : vers un droit à l'emploi décent garanti



À travers les récits des anciens privés d'emploi, aujourd'hui salariés au sein de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, on mesure à quel point l'inactivité ronge et isole, et combien la reprise d'une activité stable permet d'exercer sa dignité et de se projeter à nouveau dans l'avenir.

Lancé par ATD Quart Monde, Emmaüs France, Le Secours catholique, Le Pacte civique et La Fédération des acteurs de la solidarité, le projet Territoires zéro chômeur de longue durée est expérimenté dans 10 territoires depuis 2017. Depuis 2022, une nouvelle loi a permis d'étendre l'expérimentation à une cinquantaine de nouveaux territoires.

Sur la base du volontariat, des chômeurs de longue durée en CDI, au SMIC et à temps choisi sont embauchés afin de réaliser des travaux utiles localement, mais non réalisés car jugés peu rentables pour le marché classique.

CE QU'ILS EN DISENT

C'est la première fois de ma vie que j'ai un emploi stable, que je sais combien je vais gagner à la fin du mois, que mes horaires sont toujours les mêmes, que je vais pas à gauche à droite. C'est la première fois que j'ai un CDI à temps plein, c'est un vrai CDI. [...] Sans l'Entreprise à but d'emploi, on n'aurait pas la capacité morale de réfléchir à un projet. Elle nous a procuré la confiance en soi pour en parler et pour y réfléchir. Parce que quand vous êtes au chômage [...] vous n'avez plus le temps de réfléchir à un projet.

Des salariés d'EBE Territoires zéro chômeur de longue durée à Thiers et à Lille.

J'ai un contrat à durée indéterminée. Après de longues années de souffrances et de discrimination, j'ai enfin un travail décent. Un travail, c'est la vie ! On peut voir l'avenir, faire des crédits, avoir une maison, on peut penser à se former, on n'est plus des marginaux, on existe, on participe à la société. On n'a pas la boule au ventre, on peut prendre confiance en nous et faire un meilleur travail. Un travail décent, c'est un travail où on ne risque pas sa vie. Ça nous permet d'avoir accès à nos autres droits : sécurité sociale, retraite, chômage. Ça change le regard des autres sur nous. Nous n'avons plus honte de sortir et de parler aux gens.

Annick Vera, salariée d'une EBE Territoires zéro chômeur de longue durée, à Thiers.

Signer un contrat de travail a changé pour moi beaucoup plus que ce que je pensais. Cela a changé le regard que je porte sur moi-même. J'ai toujours su que j'étais capable de beaucoup de choses, mais à ce niveau là, c'est au-delà de ce que je pouvais penser ou espérer. Le regard de mes enfants et de ma famille aussi. Ça a tout changé dans ma vie sociale aussi. Quand je passe dans le quartier maintenant, je vois des collègues ou même des clients et on discute cinq minutes. Avant, on était très étripé dans notre petit monde, sans se rendre compte de ce qu'on vivait.

Dorothée Kennedy, couturière à la Fabrique de l'emploi, Entreprise à but d'emploi de Loos.

→ **Travailler et apprendre ensemble : laboratoire du travail décent**

Créée en 2002 à Noisy-le-Grand, l'entreprise solidaire TAE (Travailler et Apprendre Ensemble) est un champ d'innovations. Des salariés en grandes difficultés y côtoient d'autres au parcours plus classique. Les anciens forment les nouveaux et l'on pratique la polyvalence. Les activités menées par TAE couvrent 3 secteurs : l'informatique, le bâtiment et le ménage. Aujourd'hui, l'atelier emploie 23 salariés.

Objectif : démontrer que personne n'est inemployable et faire de TAE un laboratoire de recherche pour le travail décent et la construction de l'entreprise autrement. Loin de la productivité stressante, c'est un modèle plus humain et respectueux que TAE met en avant.

L'entreprise se donne également une mission : inspirer d'autres expérimentations, comme Territoires zéro chômeur de longue durée, et faire bénéficier de son expérience à des managers et des salariés d'autres entreprises via un cursus de formation au management.

CE QU'ILS EN DISENT

J'ai passé 10 ans sans bosser. Je voulais travailler, passer des entretiens, mais ça ne marchait pas. Alors j'ai perdu confiance en moi, j'ai fini par me décourager et j'ai arrêté d'essayer. Je croyais que je n'en étais pas capable. A Travailler et Apprendre Ensemble, on m'a fait confiance. On m'a donné un CDI.

Jean-François, salarié de TAE.

On ne cherche pas à obtenir une entreprise parfaite. On cherche à être une entreprise qui continue à avoir des capacités d'adaptation exceptionnelles et, si on les a, c'est parce qu'on se censure très peu. On ne se dit jamais que quelque chose est impossible, alors on essaye et il en ressort toujours du positif.

Laurent Godin, directeur de TAE.



On ne peut pas laisser nos problèmes à la porte. Si une salariée doit faire face à des violences conjugales ou gérer des proches malades, cela a des impacts sur son travail. Les chefs d'entreprise ont une famille, comment font-ils pour ne pas être touchés par ces questions, pour ne pas réagir avant que le salarié soit à bout, pour ne pas essayer d'écouter et de s'adapter avant que cela n'ait des répercussions sur leur propre entreprise ? Plus les chefs sont soudés avec 'les gens d'en bas', plus l'entreprise a des chances de progresser. Il suffit de voir comment les employés disent bonjour aux femmes de ménage pour connaître l'ambiance dans une entreprise.

Myriam Abadi, salariée de l'entreprise TAE.

→ OSEE et l'accès à la formation, premier pas vers l'emploi décent

Pour avoir connu une scolarité souvent difficile, les personnes issues du milieu de la pauvreté ne possèdent pas les diplômes leur permettant l'accès à un emploi qualifié de leur choix. Si certaines s'investissent dans des associations en solidarité avec d'autres personnes en situation d'exclusion, leurs compétences acquises par le vécu de la pauvreté et leur engagement associatif ne sont que trop rarement reconnus par les centres de formation et les employeurs. La voie vers l'emploi décent passe ainsi par l'accès à une vraie formation professionnelle et une reconnaissance des compétences acquises.

C'est pour relever ce pari qu'est née l'expérimentation OSEE pour Osons les Savoirs de l'Expérience de l'Exclusion : un parcours de formation à destination de personnes ayant une expérience vécue de précarité, investies dans des associations et ayant quitté le système scolaire sans diplôme, pour qu'elle se professionnalisent dans les domaines de l'intervention sociale et de l'animation.

PORTRAITS

Prey Som, ancien stagiaire de la formation OSEE.

Arrivé du Vietnam enfant, il quitte l'école en troisième, sans diplôme, et enchaîne alors les petits boulots en intérim : maraîchage, préparation de commandes, travaux dans le bâtiment... Suite à un accident de la vie, il connaît une période sans emploi. Il s'engage alors comme bénévole dans une association auprès d'enfants en situation d'autisme. Alors qu'il cherche un travail qui pourrait avoir du sens pour lui, il intègre à 46 ans la seconde promotion d'OSEE, à l'issue de laquelle il décroche un emploi aidé comme travailleur pair au sein de l'association Les enfants du canal.



Christine Scarfone, ancien stagiaire de la formation OSEE.

Christine Scarfone a connu la grande précarité. Un départ de Toulon, une arrivée au village de Carcès où elle ne parvient pas à trouver d'emploi, un enchaînement de coups durs et tout va très vite. A l'antenne locale de Pôle Emploi, on ne lui propose que des ménages, pourtant elle a d'autres compétences : un CAP de comptabilité, des expériences professionnelles et un parcours d'engagement comme bénévole dans plusieurs associations locales près de chez elle, au Secours catholique et dans le collectif La Parole des Sans-Voix. A 54 ans, elle rejoint la seconde promotion d'OSEE qui lui permet de reprendre confiance en elle et surtout de faire reconnaître ses compétences développées dans le cadre de ses actions bénévoles. Depuis, elle a retrouvé un temps partiel en CDI comme accompagnatrice d'enfants en situation de handicap.

→ Pour en finir sur les idées fausses sur l'emploi et le travail

« Le plein-emploi en France, c'est pour demain ! »

FAUX

« Le plein-emploi est plus proche que jamais », affirmait le ministre du Travail, Olivier Dussopt, en mai dernier, en se félicitant de la baisse du taux de chômage. Le « plein-emploi », cela signifie atteindre un taux de chômage autour de 5 % contre 7,1 % actuellement.

Mais que veut vraiment dire ce chiffre ? Qu'il s'agisse du taux mesuré par l'Insee ou de celui de la catégorie A de Pôle emploi, cela ne reflète pas entièrement la réalité. Ainsi, une personne qui travaille seulement quelques heures par semaine est considérée comme « en emploi ». Les personnes sans emploi qui ne feraient pas preuve d'une démarche active de recherche d'emploi, soit parce qu'elles cherchent de leur côté, soit parce qu'elles ne cherchent plus, par découragement, ne sont pas comptabilisées. Elles sont pourtant bien privées d'emploi et, pour un grand nombre d'entre elles, désireuses de travailler. Le taux de chômage baisse sans pour autant que la conjoncture de l'emploi ne s'améliore en profondeur. Et ces chiffres ne disent rien sur les conditions de travail précaires d'un nombre croissant de salariés.

Le marché du travail offre plus que jamais à celles et ceux qui sont éloignés de l'emploi depuis longtemps des conditions de travail très dégradées. Début 2023, une étude conduite par le Territoire zéro chômeur de longue durée de Thiers montre par exemple que « seulement 11 % des emplois disponibles sur ce territoire sont accessibles aux personnes qui sont ou ont été durablement privées d'emploi », souligne Jean-Christophe Sarrot, co-responsable du réseau Emploi-formation d'ATD Quart Monde. 89 % des 101 offres d'emploi présentent au moins un frein à l'emploi, et plus d'un pour 31 % d'entre elles. « Ces freins sont : des horaires de travail qui ne correspondent pas à la disponibilité des personnes, l'expérience demandée, le diplôme exigé ou la mobilité attendue », détaille-t-il.

La solution au chômage de longue durée « est d'abord la nécessité de créer des emplois décents accessibles sans frein », affirme-il, craignant qu'en ne changeant rien, l'objectif du gouvernement soit de parvenir au « plein-emploi précaire ».

« Si on veut travailler, on trouve ! »

FAUX

Dans les discours publics, il est souvent répété qu'il existe « des centaines de milliers d'emplois non pourvus » dans le pays et que ce sont des emplois faciles. Une analyse fine permet de comprendre que ce n'est pas aussi simple.

Au premier trimestre 2023, la France comptait officiellement 375 500 emplois vacants, selon la direction des statistiques du ministère du Travail, la Dares.

Ce chiffre comprend tout d'abord les postes qui viennent d'être créés ou sont sur le point de se libérer, mais aussi des offres d'emploi finalement annulées par les entreprises qui n'ont pas obtenu un marché espéré ou ont rencontré des difficultés financières. Il s'agit aussi d'offres pour des emplois non décents.

Il s'agit principalement d'emplois saisonniers ou de courte durée. Pôle emploi avait en outre pointé en 2021 que 5 % des offres publiées sur son site étaient illégales, contenant par exemple des allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur.

La part des offres d'emploi décentes non pourvues faute de candidats est donc au final très limitée et reste « à un niveau extrêmement modeste comparé au niveau des embauches », selon Pôle emploi.

Le nombre de 375 500 emplois dits vacants est en outre très largement inférieur au nombre de demandeurs d'emploi qui étaient de 5,09 millions au premier trimestre 2023. Cela représente donc un poste vacant pour plus de 14 demandeurs d'emploi.

La majorité des demandeurs d'emploi souhaitent trouver une place dans la société grâce à un travail décent. En 2019, selon une évaluation menée sur un des dix premiers Territoires zéro chômeurs de longue durée, 98 % des personnes privées d'emploi rencontrées étaient intéressées par un emploi en CDI, payé au SMIC et utile au territoire. La valeur accordée au travail, l'espoir placé en des gains ultérieurs et la volonté d'assurer le meilleur avenir possible à leur famille sont autant de raisons qui conduisent la plupart des personnes privées d'emploi à accepter la reprise d'un travail.

« Les immigrés font baisser les salaires et prennent des emplois aux Français. »

FAUX

En France, un emploi sur dix est occupé par un immigré. Mais le marché du travail n'est pas un gâteau à partager entre les demandeurs d'emploi nés en France et ceux nés à l'étranger, qui peuvent aussi avoir acquis la nationalité française, les immigrés. Selon l'Insee, le taux de chômage des personnes immigrées est nettement plus élevé que celui des non-immigrées, y compris à niveau de diplôme équivalent. Barrière linguistique, problème de reconnaissance des qualifications ou encore discriminations peuvent expliquer cette surexposition au chômage. Plus de 5 millions d'emplois sont en outre interdits en France aux personnes étrangères et certains diplômes obtenus à l'étranger ne sont pas reconnus dans notre pays.

« Globalement, l'impact de l'immigration sur le marché du travail, que ce soit sur le chômage ou les salaires, reste limité », affirme le Musée de l'immigration. Les personnes immigrées contribuent à l'accroissement de la population, travaillent, consomment, épargnent, créent parfois elles-mêmes des emplois. Cela conduit à une hausse de la productivité du pays d'accueil à court et moyen terme, sans incidence sur le niveau du salaire moyen et sur le niveau de chômage. La libre circulation des capitaux qui se délocalisent dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère a un impact plus important.

Pour aller plus loin



Paroles de chômeurs, livre blanc **Collectif Pour la parole de chômeurs**

Le livre blanc Paroles de chômeurs fait suite à une enquête menée entre février et juin 2021 par les 20 associations membres du collectif « Pour la parole de chômeurs », auprès de personnes en situation de chômage. Les réponses des 270 participant-e-s à l'enquête mettent en évidence les faiblesses du système actuel de soutien aux chercheurs d'emploi, confirment la vision pas toujours juste de l'opinion publique sur le chômage, mais manifestent aussi les désirs et les capacités des personnes privées d'emploi.



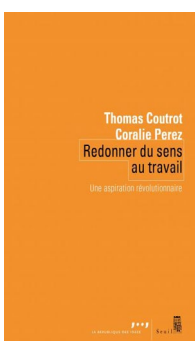
Repenser l'emploi avec les Territoires zéro chômeur de longue durée **de Jean-Christophe Sarrot et Annaïg Abjean**

Jean-Christophe Sarrot est responsable du Réseau emploi-formation d'ATD Quart Monde. Annaïg Abjean a dirigé la Mission régionale d'information sur l'exclusion en Rhône-Alpes (Mrie) et fait partie des initiateurs du Territoire zéro chômeur de longue durée de Villeurbanne. Au moment où les réformes du marché de l'emploi (à travers celles de l'assurance-chômage, du RSA, de France Travail...) sont uniquement axées sur l'accompagnement et le contrôle des chômeurs, ils montrent avec cet ouvrage qu'il est possible de créer en nombre des emplois décents qui ont du sens.



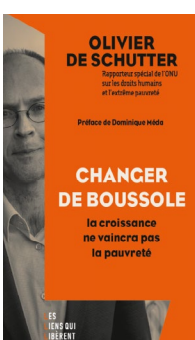
Zéro chômeur. Mobilisez votre territoire pour l'emploi ! **de Daniel Le Guillou et Denis Prost**

Daniel Le Guillou a été président de l'Entreprise à But d'Emploi Actypoles-Thiers et membre du conseil d'administration de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée. Denis Prost a été chef de projet d'un territoire expérimental. Dans ce livre, ils analysent les différentes évaluations de la première phase de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Tout en mettant en évidence les réussites, ils ne masquent pas les difficultés et les interrogations, permettant ainsi d'identifier les conditions de succès de l'expérimentation et d'esquisser le cadre de la pérennisation du projet.



Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire **Thomas Coutrot et Coralie Perez**

Les questionnements sur le sens du travail n'ont jamais été aussi nombreux. La pandémie a provoqué un débat sur les travailleurs « essentiels », qui sont pourtant moins payés et considérés que les « premiers de cordée ». Quant à la crise écologique, elle impose de réorienter nos emplois. A l'heure où le management par les chiffres a envahi le secteur privé comme la fonction publique, il est crucial de s'interroger sur le contenu et la finalité de nos activités professionnelles. Il fut un temps où l'on cherchait avant tout à occuper un emploi. Aujourd'hui, il se pourrait bien que la priorité soit donnée au sens du travail.



Changer de boussole : la croissance ne vaincra pas la pauvreté **Olivier de Schutter**

Non, la croissance ne résoudra en rien la question des inégalités ni celle des multiples crises environnementales. Au contraire, elle ne fera que les aggraver. Chiffres à l'appui, le rapporteur spécial à l'ONU pour les droits humains et l'extrême pauvreté démontre l'urgence d'un changement de boussole pour bâtir collectivement la société post-croissance et comment cela passe, notamment, par la redéfinition du travail.

Contact Presse

ATD Quart Monde

Emilie Perraudin / 06 28 61 69 05 / emilie.perraudin@atd-quartmonde.org